

DU BIDONVILLE AUX LOTISSEMENTS D'HABITAT COLLECTIF... LES DÉFIS DU RELOGEMENT EN PÉRIPHÉRIE DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE DE LISBONNE

En se laissant «dériver» dans le concelho d'Amadora situé dans la périphérie nord de l'aire métropolitaine de Lisbonne, le panorama urbain qui défile est principalement composé d'une succession de grands immeubles d'habitat collectif qui ressemblent les uns aux autres. Mais, en plein milieu de ces lotissements, qui paraissent relativement récents et constitués de nombreux appartements, une sorte de terrain vague apparaît.

Dans celui-ci, des séries de baraques vétustes sont plantées dans un relatif désordre. Ces habitations semblent assez rudimentaires. Elles sont construites en bois ou en tôle, ou encore parfois en briques, et elles exposent alors une certaine discontinuité au milieu de ces alignements de grands lotissements plus modernes. Ainsi, elles donnent un peu l'impression d'appartenir à un autre temps, ou en tout cas de n'être plus à leur place au milieu de ces autres bâtiments.

Pourtant, toute personne qui se serait promenée dans le même quartier, il n'y a pas si longtemps encore, n'aurait sûrement pas été choquée par ces «entassements» de barracas, ces formes urbaines qui paraissent aujourd'hui en décalage avec le reste du nouveau tissu urbain. C'est que le Portugal, et particulièrement ces aires métropolitaines, ont connu de nombreuses mutations au cours des dernières décennies. Parmi ces transformations, on trouve notamment l'éradication des bidonvilles qui jonchaient les quartiers et municipalités périphériques de Lisbonne.

Une guerre contre les taudis

Aujourd'hui, ce processus de rénovation se traduit notamment par la réalisation du Programa especial de realojamento (PER), un programme national de relogement. Le paysage urbain que l'on peut contempler à Amadora, et qui semble revêtir un aspect paradoxal, n'est donc que le reflet de ces mutations relativement nouvelles. Le bidonville que nous avons aperçu en nous promenant dans le concelho, nous est alors présenté, en regard de ces changements, comme une image qui semble déjà appartenir au passé et qu'il convient de surcroît de transformer, rapidement si possible. Le Portugal n'est, de loin, pas le seul pays européen à

avoir connu un développement important de bidonvilles dans ses grandes agglomérations. La France, par exemple, a rencontré un phénomène semblable, notamment dans les années d'après-guerre, et cela pendant plusieurs décennies. Elle a aussi alors expérimenté sa «guerre contre les taudis».

Lutter contre l'exclusion des anciens habitants des baraques, favoriser leur insertion socio-économique, fournir un habitat salubre et recréer un tissu urbain cohérent et durable, telles sont, entre autres, les motivations avancées à travers ces pratiques de relogement et de tentatives de reconstruction «de la ville» dans la ville.

Aujourd'hui, une partie des bidonvilles de Lisbonne a déjà été détruite, et ceux qui subsistent encore devraient disparaître prochainement. Ainsi, au regard des expériences de relogement déjà effectuées à Lisbonne, il peut être intéressant d'évaluer dans quelles mesures cette «reconstruction» de la ville pourra réellement répondre aux objectifs attendus, en s'appuyant en particuliers sur des observations effectuées dans d'autres pays européens, en France notamment.

En effet, dans un pays et une ville qui vivent désormais à l'heure européenne, on est en droit de se demander si ces transformations urbaines ne sont pas simplement réalisées dans le souci de casser l'image négative que peut apporter la présence de bidonvilles dans une agglomération, sans réelle attention à la création d'un cadre urbain de qualité, ou si au contraire, on assiste véritablement à la qualification d'espaces urbains qui contribueront à la constitution d'une ville moins divisée.

En raison du caractère relativement récent de ce processus de relogement à Lisbonne, il n'est pas forcément aisé de tirer aujourd'hui déjà des enseignements et de véritables résultats quant aux programmes de relogement. S'il est certain que les appartements dans les grands lotissements d'habitat collectif offrent certainement un confort supérieur en comparaison des cabanes des bidonvilles, principalement du point de vue sanitaire, quelques interrogations peuvent apparaître quant à la question de l'exclusion et de l'insertion des anciens habitants des baraques.

En effet, suffit-il de reloger les anciens occupants des bidonvilles dans des grands immeubles de banlieue afin de réduire les



CROZAT,
Dominique
(1997), «Vers la fin des bidonvilles à Lisbonne», in *Finisterra, XXXII*, 64, pp. 71-96

OBERTI, Marco
(1996), «La relégation urbaine, regards européens», in PAUGAM, Serge (dir.), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris: La Découverte, pp. 237-247

PAUGAM, Serge
(1993), *La société française et ses pauvres, l'expérience du revenu minimum d'insertion*, Paris: PUF

VAILLANT,
Emmanuel (janvier 2000), «Le Portugal éradique ses bidonvilles», in *Le Monde diplomatique*: 13

disparités de niveau de vie et d'insertion entre habitants de Lisbonne?

Recréer de véritables espaces urbains

Les bidonvilles des quartiers et municipalités périphériques de Lisbonne se sont principalement créés depuis les années 60. Il se sont développés, d'une part, en raison de l'exode rural, et d'autre part, depuis les années 70-80, par l'afflux des retornados, puis par l'immigration étrangère venant principalement des anciennes colonies. Selon, Maria João Freiras, sociologue au laboratoire national d'ingénierie civil, citée par Emmanuel Vaillant, le taux de chômage dans les bidonvilles est inférieur à la moyenne nationale. Les résidents des baraques, à l'encontre des images qui peuvent être parfois véhiculées, semblent donc être déjà relativement intégrés dans la société, en tout cas du point de vue professionnelle. Bien qu'il s'agisse là souvent d'emplois précaires qui ne permettent pas aux ménages de se sortir du bidonville. Maria João Freiras précise alors «qu'il ne suffit pas d'avoir un logement, ni même un travail, pour sortir du cercle vicieux de l'exclusion» [Vaillant, janvier 2000: 13]. Si, entre autre, dans le processus de relogement des habitants des bidonvilles, une attention suffisante n'est pas donnée à la qualification des nouveaux espaces de lotissements, les risques de perpétuer l'exclusion des populations y résidant, pourtant déjà en partie intégrées dans la société, sont vraisemblablement élevés. Serge Paugam qui a analysé la question de la pauvreté en France, et notamment la question du relogement des habitants des bidonvilles dans des cités HLM, note que, dès les années 70, le problème des taudis en France devient marginal, mais que «les population dites "à problèmes" sont toujours présentes dans les villes, mais elles ont été déplacées ou plus ou moins disséminées dans les grands ensembles» [1993: 49]. Pour lui, le simple passage des bidonvilles aux cités HLM ne va donc pas résoudre le problème de la pauvreté, ni celui de l'exclusion. Aujourd'hui, en France, il s'agit précisément de ces quartiers HLM de banlieues, ces «cités» qui ont succédé aux bidonvilles, que l'on pointe bien souvent du doigt afin d'y dénoncer une «crise» urbaine et sociale. L'exclusion et la précarité y sont toujours bien présentes.

Pour Marco Oberti, on peut trouver une explication à ces phénomènes dans le fait que «la plupart des quartiers touchés par la crise

urbaine ne constituent pas justement de véritables espaces urbains caractérisés par la diversité, la complémentarité et l'accessibilité des multiples éléments constitutifs de la ville» [1996: 239].

Ainsi, certaines expériences européennes permettent de mettre en garde le Portugal dans sa lutte contre les bidonvilles. Des pratiques de relogement trop hâtives, sans réflexion quant à la diversité et à l'intégration des habitants dans ces nouveaux espaces, une juxtaposition de grands lotissements d'habitat collectif, sans attention à la recréation d'un réel tissu urbain digne de ce nom, vont certes amener une image moins délabrée de la ville de Lisbonne. Cela n'empêchera pourtant pas, selon toute vraisemblance, l'exclusion, ni ne remédiera à l'exigence d'insertion des anciens habitants des bidonvilles. Il y a donc une nécessité de recréer là, de véritables espaces urbains, et cela requiert une réelle qualification de ces nouveaux espaces qui passe notamment, du point de vue de l'urbanisme, par la création d'espaces publics, d'infrastructures et d'équipements collectifs, ainsi que la constitution de nouvelles centralités dans la périphérie de Lisbonne.

Des pratiques de relogement attentives

Dans le discours et les ambitions, en tout cas, le Portugal n'entend pas commettre les erreurs de certaines autres grandes métropoles européennes. Ainsi, le PER est il un programme important, au vue du nombre d'individus qu'il concerne, et de par l'importance des moyens et des structures mis en œuvre. De ce fait, certaines pratiques de relogement semblent effectivement avoir été effectuées de façon attentives, en vue de donné une réelle «qualité» au nouveau tissu urbain, et on semble également avoir veillé à l'intégration des nouveaux habitants dans ces espaces.

Cependant, il ne faut pas que ces quelques expériences positives restent des cas isolés. Bien au contraire, il faudrait que l'intégralité des projets de relogement passe par la création de véritables espaces urbains, et que ces projets ne soient pas juste effectués dans le simple souci de voir les bidonvilles disparaître du panorama urbain au plus vite. Tel sera le prix, pour Lisbonne, d'une ville moins divisée, et d'une véritable reconstruction «de la ville» dans la ville. • Lo